

# VILLE DE GONFARON



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC N° 2408

*Maitrise d'œuvre relative à la réhabilitation de la Salle Polyvalente de la Commune de Gonfaron*

**MAPA du 1<sup>er</sup> octobre 2024**  
(Conformément au Code de la Commande Publique en vigueur)

## SOMMAIRE

Article 1 – Objet du marché public .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 – Contenu des éléments de mission .....	4
1.3 – Maîtrise d’ouvrage .....	5
1.4 – Contrôle technique .....	5
1.5 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé .....	6
1.6 – Mode de dévolution des travaux .....	6
Article 2 – Parties contractantes.....	6
Article 3 – MOeèces constitutives du marché .....	6
Article 4 – Lieu d’exécution – catégorie d’ouvrages .....	7
Article 5 – Forfait de rémunération – Prix du marché .....	7
5.1 – Modalités de fixation du forfait de rémunération .....	7
5.2 – Prix du marché .....	7
5.3 – Variation des prix.....	8
Article 6 – Effet du marché – Délai d’exécution – Pénalités de retard.....	9
6.1 – Date d’effet du marché.....	9
6.2 – Délai d’exécution et pénalités de retard .....	9
Article 7 – Avance et acompte .....	13
7.1 – Avance .....	13
7.2 – Acomptes .....	13
7.3 – Solde.....	16
7.4 – Délais de paiement .....	16
Article 8 – Exécution de la mission de maîtrise d’œuvre jusqu’à la passation des marchés de travaux .....	17
8.1 – Coût prévisionnel des travaux.....	17
8.2 – Conditions économiques d’établissement.....	17
8.3 – Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux .....	17
8.4 – Seuil de tolérance .....	18
8.5 – Coût de référence des travaux .....	18
Article 9 – Exécution de la mission de maîtrise d’œuvre après la passation des marchés de travaux .....	18
9.1 – Coût de réalisation des travaux .....	18
9.2 – Conditions économiques d’établissement.....	19
9.3 – Tolérance sur le coût de réalisation des travaux .....	19
9.4 – Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux.....	19
9.5 – Comparaison entre réalité et tolérance .....	19
9.6 – Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance .....	19
9.7 – Mesures conservatoires .....	19
9.8 – Ordre de service .....	19
9.9 – Protection de la main d’œuvre et conditions de travail.....	20
9.10 – Suivi de l’exécution des travaux .....	20
9.11 – Utilisation des résultats .....	20
9.12 – Arrêt de l’exécution de la prestation .....	20
9.13 – Achèvement de la mission .....	20
Article 10 – Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	20
10.1 – Contenu du DOE.....	20
10.2 – Vérification des documents par le maître d’œuvre .....	21
Article 11 – Attestation à produire pendant l’exécution du marché .....	21
Article 12 – Déclaration de sous-traitance .....	22
12.1 – Déclaration de sous-traitance au moment de l’offre .....	22

12.2 – Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché .....	22
Article 13 – Résiliation du marché .....	22
13.1 – Résiliation du fait du maitre d'ouvrage.....	22
13.2 – Résiliation du marché aux torts du maitre d'œuvre ou cas particuliers .....	23
Article 14 – Clauses diverses .....	23
14.1 – Conduite des prestations dans un groupement.....	23
14.2 – Saisie-arrêt .....	23
14.3 – Assurances .....	23
Article 16 – Différends et litiges.....	24
Article 17 – Confidentialité et protection des données .....	24
17.1 Obligation de confidentialité.....	24
17.2 Protection des données à caractère personnel.....	25
Article 18 – Clauses de réexamen.....	26
Article 19 – Dérogations au CCAG-FCS.....	26

---

## Article 1 – Objet du marché public

---

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent le marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la Salle Polyvalente – Paul Maurel de la Commune de Gonfaron.

Le présent marché public est un accord-cadre de services (prestations intellectuelles) conformément aux dispositions de l'article L1111-4 du Code de la Commande Publique.

La durée prévisionnelle des études est de 2 mois

La durée prévisionnelle des travaux est de 6 à 8 mois hors période de préparation.

Durée prévisionnelle du marché : 1 an y compris l'année de parfait achèvement.

### 1.2 – Contenu des éléments de mission

Les prestations comprennent les éléments de mission suivants :

- les éléments de la mission de base « bâtiment neuf » sans études d'exécution ( ESQ, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR) pour les travaux prévus en phase 1 (extension principalement).

- les éléments de la mission de base « bâtiment réhabilitation » sans études d'exécution, pour les divers aménagements complémentaires sur l'existant (APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR) avec au préalable l'élément diagnostic (allégé compte tenu du travail réalisé en phase d'études préalables - programme).

Ainsi que les missions complémentaires suivantes :

AVMD mission avant métré détaillé

OPC Ordonnancement, MOelotage et coordination du chantier

SSI .....Mission de coordination SSI

Éléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
DIAG	Diagnostic (allégé compte tenu du travail réalisé en phase programme)
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Études de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires :

Mission(s)	Désignation
AVMD	mission avant métré détaillé
OPC	mission d'ordonnancement, MOelotage et coordination du chantier
SSI	Mission de coordination SSI

Le contenu des missions confiées est conforme à l'Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

A chaque phase du projet un dialogue Maître d'oeuvre / Maître d'Ouvrage permettra de confirmer ou définir la méthode et/ou les outils retenus. Par exemple, avant la phase ACT, ce dialogue aboutira à la précision des moyens matériels destinés à optimiser l'analyse des offres de travaux : fichiers tableur exhaustifs, mise en forme du rapport d'analyse des offres, partage des fichiers sur un serveur commun.

Les décisions finales concernant le choix des méthodes et outils appartiendront au Maître d'Ouvrage, auxquelles le Maître d'oeuvre devra se conformer y compris méthode d'échange des documents et nombre de jours de réunion dans les locaux de la Commune de Gonfaron pour les missions DCE et ACT.

Certains détails des prestations et éléments de mission figurent au CCTP joint au DCE.

Durée prévisionnelle : 1 an y compris l'année de parfait achèvement.

La part de l'enveloppe prévisionnelle du maître de l'ouvrage affectée aux travaux est estimée à 1 500 000 € HT, *avec des travaux en une seule phase de réalisation étalée sur deux exercices budgétaires, avec un chantier débutant en septembre 2025 pour une durée prévisionnelle de 6 à 8 mois de travaux (hors période de préparation).*

### 1.3 – Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Commune de Gonfaron – 1 place de la Victoire 83590 GONFARON.

Téléphone : 04.94.78.30.05

### 1.4 – Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé, ayant les missions suivantes :

L (solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables)

STI (sécurité des personnes dans les bâtiments du secteur tertiaire ou industriel)

PS (sécurité des personnes dans les constructions en cas de séismes)

Assistance technique (il peut être demandé au contrôleur technique un diagnostic des installations)

électriques existantes)  
LE (solidité des existants)  
F (fonctionnement des installations)  
P1 (solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés)  
Pha (isolation acoustique dans les bâtiments autre qu'habitation)  
Th (isolation thermique des constructions)  
PV (récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage).  
Viel (vérification initial des installations électriques)

Consuel (vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension). Le nom du titulaire de cette prestation sera communiqué au maître d'œuvre en temps utile.

Le maître d'œuvre doit tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réhabilitation de l'ouvrage.

### **1.5 – Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**

Une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est confiée à un organisme agréé. Le nom du titulaire de cette prestation sera communiqué ultérieurement au maître d'œuvre.

### **1.6 – Mode de dévolution des travaux**

Le mode de dévolution du ou des marchés de travaux est prévu en Procédure Adaptée. Le nombre et la nature des lots ne sont pas arrêtés au lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre.

---

## **Article 2 – Parties contractantes**

---

Le marché public est conclu entre :

- la commune de Gonfaron, représenté par le Maire, dénommé le « Pouvoir Adjudicateur » (PA)  
et
- l'opérateur économique retenu, dénommé le « titulaire ».

---

## **Article 3 – MOeèces constitutives du marché**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, et leurs modifications éventuelles, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son (ses) annexe(s), comprenant l'offre du maître d'œuvre ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le programme descriptif de l'opération ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCT) ;
- Le mémoire technique ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-MOE – Option A), approuvé par arrêté NOR : ECEM0912503A du 16/11/2009, en vigueur à la date de remise des offres ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance signés pendant l'exécution du marché.

---

#### **Article 4 – Lieu d'exécution – catégorie d'ouvrages**

---

Le marché s'exécutera :  
Chez le Maître d'œuvre,  
A la salle polyvalente Paul Maurel de Gonfaron,  
A l'hôtel de Ville de Gonfaron.

Les lieux peuvent être modifiées sans qu'une modification ne soit nécessaire.

---

#### **Article 5 – Forfait de rémunération – Prix du marché**

---

##### **5.1 – Modalités de fixation du forfait de rémunération**

- Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération  $t$  fixé à l'article B1 de l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle C fixée dans l'acte d'engagement si le coût prévisionnel n'est pas encore connu.
- Le forfait définitif de rémunération est fixé comme suit :
  - Si C est inférieur à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux, le forfait définitif est égal au forfait provisoire ;
  - Si C est supérieur à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux, le forfait définitif est le produit du taux de rémunération  $t'$  fixé à l'article B1 de l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Une modification en cours de marché permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage, fixera le forfait définitif de rémunération sans contrevenir aux dispositions de l'article 9.6 du présent CCAP.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

##### **5.2 – Prix du marché**

Le prix du présent marché est un prix global et forfaitaire.

Le prix du marché est exprimé hors TVA.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance et aux déplacements du maître d'œuvre.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

Le prix du marché est établi sur la base des conditions économiques du mois  $m_0$ , fixé à l'acte d'engagement.

### 5.3 – Variation des prix

Le prix du marché est révisable.

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des

prestations du maître d'oeuvre faisant l'objet du marché, est l'index Ingénierie (base 100 en janvier

2010), consultable sur le site internet « insee.fr ».

Les révisions de prix sont effectuées par application au prix du marché d'un coefficient (Coef) de révision

donné par la formule :

$$\text{Coef} = 0,15 + 0,85 \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle,

$I_0$  : index Ingénierie du mois  $m_0$  (mois d'établissement de l'offre)

$I_m$  : index Ingénierie du mois  $m$  et déterminé comme suit :

#### 5.3.1 – Pour les éléments d'étude ESQ, DIA, APS, APD, PRO

a. Durée d'exécution inférieure ou égale à un mois :

Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître d'ouvrage.

b. Durée d'exécution supérieure à un mois :

Moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation.

#### 5.3.2 – Pour l'élément ACT

- Pour ACT/DCE : Index du mois au cours duquel le Dossier de Consultation des Entreprises est remis au maître d'ouvrage.

Ou

- Pour ACT/RAO : Index du mois au cours duquel le maître d'ouvrage accepte les offres des entreprises (mois au cours duquel la CAO attribuant les lots travaux devient exécutoire ou en cas d'infructuosité, la dernière décision du PA attribuant le(s) dernier(s) lot(s) travaux devient exécutoire).

#### 5.3.3 – Pour l'élément EXE partielle / VISA

Index du mois au cours duquel le Dossier de Consultation des Entreprises est remis au maître d'ouvrage.

#### 5.3.4 – Pour les éléments DET et OPC

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément au

7.2.4.a et 7.2.6 ci-après.

#### 5.3.5 – Pour l'élément AOR

Pour chacune des trois premières parties de l'élément définies à l'art. 7.2.4.b du présent CCAP, il

convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis

au maître d'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la



partie 4 du 7.2.4.b.

### 5.3.6 – Coefficients de révision

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision de prix s'applique sur chacune des parts des co-traitants, telles qu'elles figurent au tableau de répartition en annexe à l'acte d'engagement.

#### ➤ Révisions provisoires

Si, au moment de l'établissement d'un acompte, l'index du mois n'est pas publié, il est procédé à une révision provisoire calculée avec le dernier index connu.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

#### ➤ Valeur finale de l'index

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la

valeur de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à

la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

---

## Article 6 – Effet du marché – Délai d'exécution – Pénalités de retard

---

### 6.1 – Date d'effet du marché

Le présent marché prendra effet à compter de la date de réception de sa notification au maître d'œuvre.

### 6.2 – Délai d'exécution et pénalités de retard

#### 6.2.1 Délais – Pénalités Phase « Etudes »

##### 6.2.1.1 Délai d'exécution et pénalités de retard

###### 6.2.1.1.1 Délais

Le délai des études est fixé dans l'Acte d'Engagement, mais le cumul de l'ensemble des missions d'études (de la notification du marché à la mission ACT/DCE) et des échanges avec la Commune de Gonfaron ne doit en aucun cas dépasser 40 semaines au total.

NB : Ces délais s'entendent congés du maître d'œuvre et de son équipe inclus.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1ers éléments :

DIA : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service précisant de commencer la phase.

- Les éléments ou parties d'éléments suivants :

APS	}	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la validation du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique du déroulement de l'opération.
APD		
PRO		
ACT/DCE		

ACT/RAO → Le point de départ du délai indiqué à l'acte d'engagement, concernant le rapport d'analyse est quant à lui fixé au jour de la remise des plis au titulaire pour analyse.

Conformément à l'acte d'engagement, le délai d'exécution de la mission ACT/RAO (RAO définitif) ne devra pas excéder 2 semaines calendaires (y compris les échanges et mises au point éventuels avec la Commune de Gonfaron).

Le maître d'œuvre assistera à la commission d'appels d'offres pour l'attribution et commentera l'analyse des offres.

#### 6.2.1.1.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit, sur ses créances, des pénalités dont le montant (Hors TVA), par jour calendaire de retard, est fixé à :

- DIA : 150 € HT
- APS : 150 € HT
- APD : 150 € HT
- PRO/DCE (DPGF et CCT) : 300 € HT
- ACT (Rapport d'analyse des offres) : 300 € HT

Toutes les pénalités ci-dessus sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14. 3 du CCAG-MOE, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités, même si celles-ci ne dépassent pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Tout dépassement de délai imputable à la Commune de Gonfaron ne sera pas pris en compte pour le calcul de ces pénalités.

#### 6.2.1.2 Réception des documents

##### 6.2.1.2.1 Présentation des documents

Le maître d'œuvre doit présenter les documents de manière à pouvoir justifier la date certaine de leurs réceptions par la maîtrise d'ouvrage.

##### 6.2.1.2.2 Nombre d'exemplaires

Les documents produits lors de chaque mission sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, au CSPA et au contrôleur technique, pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous, dans le cadre de l'opération envisagée.

Missions	Nombre d'exemplaires	
	paMOeers	numériques
DIA	3 (MO-CSPA-CT)	1 (MO)
ESQ	3 (MO-CSPA-CT)	1 (MO)
APS	3 (MO-CSPA-CT)	1 (MO)
APD	3 (MO-CSPA-CT) <b>Permis de construire 7</b> (MO seul)	1 (MO) <b>Permis de construire 1</b> (MO)

PRO	3 (MO-CSPS-CT)	1 (MO)
ACT	1 (MO)	1 (MO)
EXE partielle / VISA	1 (MO)	1 (MO)
DOE	2 (MO)	1 (MO)

#### **6.2.1.2.3 Délais de vérification des documents d'études**

Par dérogation aux articles 26.2 et 27 du CCAG-MOE, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus, doit intervenir avant l'exMOération des délais ci-dessous :

- DIA : 2 semaines maximum ;
- ESQ : 2 semaines maximum ;
- APS : 2 semaines maximum ;
- APD : 5 semaines maximum ;
- PRO /EXE partielle + DCE : 9 semaines maximum.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'exMOération du délai, conformément au dernier alinéa de l'article 27.1 du CCAG-MOE (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement :

- Le maître d'œuvre dispose de 3 jours ouvrés pour représenter le document.
- Le maître d'ouvrage dispose, pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **6.2.1 Délais – Pénalités Phase « Etudes »**

#### **6.2.1.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récéMOessé. Après vérification, le « projet de décompte mensuel » devient le « décompte mensuel ».

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement, l'état d'acompte correspondant, et le notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

##### **6.2.1.1.1 Délai de vérification**

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à **5 jours ouvrés**, à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récéMOessé de remise.

#### **6.2.1.1.2 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-MOE, si ce délai n'est pas respecté, le maître d'oeuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux, par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/1000 du montant HT de l'acompte des travaux correspondants. Si ce délai excède un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Toutefois, si du fait du retard imputable au maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalités} = 40 + \frac{M \times T \times (R + 15)}{360 \times 100}$$

Dans laquelle :

M : montant HT de l'état d'acompte ;

T : taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

R : retard en nombre de jours.

#### **6.2.2.2 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

A l'issue de la date d'achèvement des travaux, le maître d'oeuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur, conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux, qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le « projet de décompte final » devient le « décompte final ». A partir de celui-ci, le maître d'oeuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

##### **6.2.2.2.1 Délai de vérification**

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à **10 jours ouvrés**, à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

##### **6.2.2.2.2 Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'oeuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/500 du montant HT du décompte général.

Si le maître d'oeuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'exMOération de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'oeuvre défaillant.

### **6.2.2.3 Instruction des mémoires de réclamation**

#### **6.2.2.3.1 Délai d'instruction**

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception par le maître d'oeuvre du mémoire de réclamation.

#### **6.2.2.3.2 Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-MOE, en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'oeuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour de retard, est fixé à 1/1000 du montant HT de la réclamation.

Toutes les pénalités de l'article 6.2.2 sont cumulables. Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-MOE, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités, même si celles-ci ne dépassent pas 1 000,00 € HT pour l'ensemble du marché.

---

## **Article 7 – Avance et acompte**

---

### **7.1 – Avance**

Si les conditions stipulées à l'article R2191-3 du CCP sont remplies, une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Cette avance est fixée à 10 % du montant du marché.

Le versement de cette avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande, d'un montant équivalent à ladite avance. Il n'est pas possible de substituer à cette garantie à première demande, une caution personnelle et solidaire.

### **7.2 – Acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

#### **7.2.1 Pour l'établissement des documents d'études suivants : DIA, APS, APD, PRO**

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître d'ouvrage (ou réception tacite), telle que précisée à l'article 6.2.1.2. du présent CCAP.

Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, l'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, comporte le compte rendu d'avancement de l'étude et indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution. Ce

pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

*Nota : il est entendu que les documents à fournir dans la mission PRO comprennent tous les plans de projet et les CCT de chacun des lots de travaux.*

### **7.2.2 Pour l'exécution des prestations EXE partielle / VISA**

Les études d'EXE partielle sont réglées de la façon suivante :

- 80 % à la remise complète des MOeèces du DCE demandées au maître d'oeuvre (DPGF et calendrier prévisionnel d'exécution des travaux par lot ou corps d'état) et venant compléter les plans et CCT fournis au terme de l'élément de mission PRO.
- 20 % à la remise de la validation des plans de synthèse.

### **7.2.3 Pour l'exécution de prestations ACT**

Les prestations incluses dans cet élément, sont réglées de la manière suivante :

- 60 % après réception du dossier de consultation des entreprises (ACT/DCE),
- 40 % après acceptation par le maître d'ouvrage de (ou des) offre (s) des entreprises (mois au cours duquel la décision de la CAO de la Commune attribuant la totalité des lots travaux devient exécutoire ou en cas d'infructuosité, la dernière décision du PA attribuant le(s) dernier(s) lot(s) travaux devient exécutoire) (ACT/RAO).

### **7.2.3 Pour l'exécution de prestations ACT**

#### **a. Elément DET (Direction des Travaux)**

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET, sont réglées comme suit :

- 80% en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début,
- 20 % à la date de la notification à l'entreprise par le maître d'ouvrage, du décompte général, ou après traitement des réclamations éventuelles des entreprises, le cas échéant.

#### **b. Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)**

Les prestations incluses dans cet élément, sont réglées comme suit :

- 20 % à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception,
- 40 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés,
- 20 % à l'achèvement des levées de réserves,
- 20 % à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages, prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux, ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage, en application du 44.2 dudit CCAG.

### **7.2.5 Coordination SSI**

Sans objet.

## **7.2.6 Rémunération de l'élément OPC**

Les prestations incluses dans cet élément seront réglées en fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acompte, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début.

## **7.2.7 Rémunération des éléments**

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission, considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments DIA, APS et APD, seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de la modification en cours de marché fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO, à un réajustement, du montant des acomptes relatifs aux éléments DIA, APS et APD.

## **7.2.8 Montant de l'acompte**

Le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 7.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique, dans les conditions ci-après définies :

### **a. Etat Périodique**

L'état périodique établi par le maître d'oeuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'oeuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

### **b. Projet de décompte périodique**

Le maître d'oeuvre envoie au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, son projet de décompte périodique.

### **c. Décompte périodique**

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage, correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'exMOeration de la période correspondante. Ce montant est évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique, en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des prestations effectuées,
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 6.2.1.1.2 du présent CCAP,
- les intérêts moratoires éventuellement dus à la fin du mois.

Le maître d'ouvrage dispose de 10 jours ouvrés à partir de la réception du projet de décompte, pour faire connaître, par écrit, au maître d'oeuvre, les modifications éventuelles qui ont conduit au décompte retenu par lui. Le maître d'oeuvre dispose ensuite de 10 jours ouvrés pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois.

### **d. Acompte périodique**

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre, est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :



- le montant du décompte périodique ci-dessus, déduction faite du montant du décompte précédent,
  - e. l'incidence de la révision des prix appliquée, conformément à l'article 5.3 du présent CCAP, sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente,
  - la TVA,
  - le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récaMOetulation des montants ci-dessus, augmenté éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.
- Le maître d'ouvrage notifie au maître d'oeuvre, l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'oeuvre, il joint le décompte modifié.

### **7.3 – Solde**

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'oeuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

#### **7.3.1 Décompte final**

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- a. le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
  - b. la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 9.6 du présent CCAP ;
  - c. les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre en application du présent marché ;
  - d. la rémunération, en prix de base hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste "a" diminué des postes "b" et "c" ci-dessus ;
- Ce résultat constitue le montant du décompte final.

#### **7.3.2 Décompte général – état du solde**

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. le décompte final ci-dessus ;
- b. la récaMOetulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- c. le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. l'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. la TVA ;
- f. l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récaMOetulation des postes "c", d" et "e" ci-dessus ;
- g. la récaMOetulation des acomptes versés, ainsi que du solde à verser ; cette récaMOetulation constituant le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'oeuvre.

### **7.4 – Délais de paiement**

Le délai de paiement est fixé à 30 (trente) jours, à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande d'acompte.



Le défaut de paiement dans le délai imparti de tous les règlements auxquels a droit le titulaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire de 40 € par retard constaté et des intérêts moratoires à son profit.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le paiement de ces intérêts est effectué dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

La date de paiement sera portée à la connaissance du titulaire, si celui-ci en fait la demande au maître d'ouvrage.

---

## **Article 8 – Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'à la passation des marchés de travaux**

---

### **8.1 – Coût prévisionnel des travaux**

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation, sur la base de l'exécution des études d'Avant Projet Définitif.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément, est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage au B1 de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'Avant Projet Définitif par le maître d'ouvrage, une modification en cours de marché fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter, sous réserve des sanctions prévues à l'article 13 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux (C) est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage, à l'exclusion :

- du forfait de rémunération des éléments de mission du maître d'œuvre,
- des dépenses de libération d'emprise,
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art,
- des frais éventuels de contrôle technique, de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, d'études de sol,
- de la prime éventuelle de l'assurance "dommages" et/ou « tous risques chantiers »,
- des frais de raccordements aux réseaux des services concédés (Elec, eau, gaz, TAE, etc... ) de tous les frais financiers.

### **8.2 – Conditions économiques d'établissement**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois *m0* fixé à l'acte d'engagement.

### **8.3 – Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de + 3 % pour engagement sur APD.

## **8.4 – Seuil de tolérance**

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 8.3 ci-dessus.

L'avancement des études permet au maître d'oeuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

## **8.5 – Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre établit le coût des travaux, tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment), pris respectivement au mois *m0* des offres travaux ci-dessus et au mois *m0* du marché de maîtrise d'oeuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'oeuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial, et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'oeuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage, dans un délai de 10 jours suivants la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'accusé de réception de cette acceptation, afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou d'engager une nouvelle négociation.

---

## **Article 9 – Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux**

---

### **9.1 – Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'oeuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

## **9.2 – Conditions économiques d'établissement**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois *m0* correspondant au mois de remise de l'(des) offre(s) ayant permis la passation des marchés de travaux.

## **9.3 – Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de + 2 %.

## **9.4 – Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 9.3 ci-dessus.

## **9.5 – Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté, déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage, est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, modifications au marché incluses et hors révisions de prix.

## **9.6 – Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 9.4 ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération *t* fixé au B1 de l'acte d'engagement, multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération *t* des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **9.7 – Mesures conservatoires**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages, augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs), dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 9.4 ci-dessus, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage – par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET et AOR.

## **9.8 – Ordre de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des opérateurs économiques titulaires des marchés de travaux.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, puis proposés au maître d'ouvrage pour accord dans le délai de 5 jours.

Le maître d'ouvrage doit donner son accord dans les 5 jours suivant la réception, faute de quoi l'accord sera tacite.

Puis le maître d'œuvre les adresse à l'opérateur économique dans les 2 jours suivant l'accord du maître d'ouvrage, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-MOE applicables aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;

- à l'affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage.

## **9.9 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

## **9.10 – Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions de l'article 1.2 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'oeuvre, qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise, l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

## **9.11 – Utilisation des résultats**

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre en la matière, est l'option A, telle que définie au chapitre V du CCAG-MOE (article 25).

## **9.12 – Arrêt de l'exécution de la prestation**

Conformément à l'article 20 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, sans indemnité, l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission, telles que définies à l'article 1.2 du présent CCAP.

## **9.13 – Achèvement de la mission**

La mission du maître d'oeuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de Parfait Achèvement" (prévu au 2ème alinéa de l'article 44.1 du CCAG applicables aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai, si à son issue, des désordres apparus ne sont pas résolus, ou bien encore si des réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage, sur demande du maître d'oeuvre et, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

---

## **Article 10 – Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

---

### **10.1 – Contenu du DOE**

Le maître d'oeuvre prévoira dans les marchés de travaux toutes les dispositions pour obtenir des dossiers complets des ouvrages exécutés, comprenant des documents fiables et remis dans les délais.

#### **10.1.1 Documents à produire par les entreprises**

Le maître d'oeuvre établit la liste détaillée des documents à fournir par chaque entreprise de façon à ce que cette liste soit incluse dans le CCAP (ou CCT) commun à tous les lots du marché de travaux, le cas échéant.

### 10.1.2 Délais de remise des documents par les entreprises

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, chaque entreprise devra remettre au maître d'œuvre:

- les plans conformes aux ouvrages exécutés et les plans de récolement au fur et à mesure de la réalisation des travaux,
- les notices techniques, de fonctionnement et d'entretien, au moment du choix sur échantillon du maître d'ouvrage,
- les fiches de levées des éventuels points d'arrêt qui seront définis lors de la première réunion.

La remise des documents sera planifiée et contractualisée, au même titre que la planification des travaux, et ce, afin de permettre, au maître d'œuvre, la remise des DOE au maître d'ouvrage, avant la date d'achèvement des travaux.

## 10.2 – Vérification des documents par le maître d'œuvre

Les documents étant collectés en cours de chantier, le maître d'œuvre devra systématiquement vérifier leur conformité avec la réalité : modifications éventuelles reportées sur les plans et corrections correspondantes apportées au CCT par voie de modification(s). Puis le maître d'œuvre devra apposer son visa sur chaque document de l'un des exemplaires du DOE.

---

### Article 11 – Attestation à produire pendant l'exécution du marché

---

Tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur demandera au maître d'œuvre (à chacun des membres du groupement), de produire les documents suivants :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (**attestation de vigilance**), prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (*articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale*) ;  
**Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.**
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites ;
- un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

A compter de la réception de la demande de ces documents, le titulaire a un délai de 15 jours pour fournir ces attestations. Passé ce délai, le titulaire encourt par jour ouvré de retard une pénalité de 30 euros et une mise en demeure lui sera alors envoyée.

A compter de la réception de cette mise en demeure, le titulaire a alors un nouveau délai de 15 jours pour fournir ces attestations. Passé ce délai, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

---

## **Article 12 – Déclaration de sous-traitance**

---

Le maître d'oeuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché.

### **12.1 – Déclaration de sous-traitance au moment de l'offre**

La notification du marché vaut acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement.

### **12.2 – Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché**

Le maître d'oeuvre remplira l'imprimé relatif à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial (DC4), téléchargeable sur le site Internet du Ministère des Finances, à :

[http://www.colloc.bercy.gouv.fr/colo\\_struct\\_marc\\_publ/form\\_tele/decl\\_cand.html](http://www.colloc.bercy.gouv.fr/colo_struct_marc_publ/form_tele/decl_cand.html), et fournira les MOeèces suivantes :

- o RIB du sous-traitant ;
- o Un extrait kbis du sous-traitant ;
- o la déclaration sur l'honneur du sous-traitant stipulant la non-interdiction de participer à des marchés publics ;
- o les capacités professionnelles et financières ou imprimé modèle DC2 du sous-traitant
- o les références du sous-traitant ;
- o les certificats fiscaux et sociaux de l'année écoulée ;
- o l'exemplaire unique de l'acte d'engagement du maître d'œuvre, ou une attestation de sa banque, concernant le montant de la cession de créance.

Autant de DC4 devront être remplis que de sous-traitants de premier et de second rang présentés par le maître d'oeuvre.

Ces documents devront parvenir au service de la commande publique de la Commune de Gonfaron en recommandé avec accusé de réception ou remis contre récépissé.

Un sous-traitant ne commencera à exécuter la prestation qui lui aura été confiée qu'après avoir été agréé par la Commune de Gonfaron, ou, en cas de silence, dans un délai de 21 jours à compter de la réception de la déclaration.

---

## **Article 13 – Résiliation du marché**

---

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-MOE, avec les précisions suivantes:

### **13.1 – Résiliation du fait du maître d'ouvrage**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'oeuvre, à titre d'indemnisation (art. 33 du CCAG-MOE), le pourcentage prévu au 4° de l'article 36.2 du CCAG-MOE est fixé à 4 %.



### **13.2 – Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers**

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage, sera rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 30.1 du CCAG-MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 32 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 8.4 du présent CCAP, ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel. Les prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage seront alors rémunérées avec un abattement de 20%.

De plus, en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, la Commune de Gonfaron pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

En outre, la Commune de Gonfaron se réserve la possibilité de résilier le marché, en cas d'ajout de frais annexes pendant l'exécution du marché.

Enfin, la Commune de Gonfaron peut résilier le marché en cas de modification en cours d'exécution des conditions ou des modes d'approvisionnement, sans proposer de mesures compensatoires et entraînant des contraintes d'approvisionnement.

---

## **Article 14 – Clauses diverses**

---

### **14.1 – Conduite des prestations dans un groupement**

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-MOE traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 32) et des autres cas de résiliation (article 30), s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

### **14.2 – Saisie-arrêt**

Si le marché est conclu avec un groupement de co-traitants solidaires, le comptable assignataire du marché, auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des co-traitants, retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

### **14.3 – Assurances**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de son marché, le maître d'œuvre devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser, conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris les cocontractants.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le maître d'oeuvre devra notamment justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités, découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code civil.

Il s'engage à obtenir des assureurs, la renonciation à toute application de règle proportionnelle de responsabilité.

Le maître d'oeuvre s'engage à obtenir de ses co-traitants ou sous-traitants, la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités, dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant. Le maître d'oeuvre s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le maître d'oeuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra également fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Il devra souscrire une police complémentaire, si, compte tenu des risques particuliers de l'opération, le maître d'ouvrage estime que la garantie est insuffisante. Le maître d'ouvrage en avertit le maître d'oeuvre par ordre de service, au plus tard dans le mois de la notification du présent marché.

En cas de décision du maître d'ouvrage de souscrire une police unique de chantier, l'ordre sera notifié au maître d'oeuvre, fixant les modalités de participation du maître d'oeuvre à ladite police unique de chantier.

---

## **Article 16 – Différends et litiges**

---

En cas de différend ou de litige, le droit français est seul applicable.

En cas de différend ou de litige survenu lors de l'exécution du présent marché, la Commune de Gonfaron et le titulaire pourront le régler selon une procédure amiable.

Si ce différend ou ce litige persiste et avant de saisir un juge, il pourra être fait application des articles R2197-1 et suivants ou R2197-23 du CCP et 46 du CCAG-FCS.

La juridiction compétente est la juridiction administrative ou judiciaire dans le ressort duquel la Commune de Gonfaron dépend.

---

## **Article 17 – Confidentialité et protection des données**

---

### **17.1 Obligation de confidentialité**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.



Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

## **17.2 Protection des données à caractère personnel**

Le titulaire devra satisfaire aux dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018 et de la Loi n° 2018-493 relative à la protection des données personnelles. Le RGPD s'inscrit dans la continuité de la loi française Informatique et Libertés de 1978 établissant des règles sur la collecte et l'utilisation des données sur le territoire français.

Le titulaire agit en qualité de sous-traitant au sens des articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés modifiée et de l'article 4 du Règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il est expressément stipulé entre les parties que l'acheteur demeure le responsable du traitement.

À ce titre, chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à mettre en place les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité des données à caractère personnel, de la même façon que pour les données à caractère personnel qui relèvent de ses propres traitements. Le titulaire mettra en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés, notamment dans le cadre de la transmission de données dans un réseau, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

Le titulaire s'engage à utiliser ces données uniquement sur instructions de l'acheteur et uniquement dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le titulaire s'engage à ne pas réutiliser, céder ou mettre à disposition des tiers, même à titre gratuit, pour quelque cause que ce soit, les données personnelles qu'il serait amené à traiter pour le compte de l'acheteur au titre du marché public.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance

ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Dans le cadre des prestations, le titulaire s'engage à ne recueillir, à n'utiliser et à ne conserver que les données à caractère personnel strictement nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à effacer les données à caractère personnel de l'ensemble des serveurs, y compris de l'infrastructure de sauvegarde, dès lors que le terme de conservation spécifié par l'acheteur est atteint.

Sans limiter la portée des obligations du titulaire au titre du présent marché public, le titulaire doit s'assurer que lui-même et ses employés s'obligent à :

- ✓ notifier raMOedement à l'acheteur toute faille aux mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- ✓ permettre à l'acheteur d'accéder aux locaux et aux archives du titulaire dans le but d'inspecter, tester et contrôler les mesures de sécurité technique et organisationnelle mises en place par le titulaire ou les sous-traitants éventuels, et mettre en œuvre toutes les instructions de l'acheteur telles que notifiées au titulaire qui ont pour but de veiller à la conformité des mesures de sécurité technique et organisationnelle avec les lois de protection des données à caractère personnel.

---

### **Article 18 – Clauses de réexamen**

---

Conformément aux articles R2194-1 et suivants du CCP, des modifications pourront être apportées au présent marché public, notamment en ce qui concerne :

- le remplacement du titulaire initial du marché par un nouveau titulaire ;
- les précisions et adaptations mineures du marché public en cours d'exécution ;
- les évolutions technologiques et évolution des besoins ;
- les indices de révision de prix.

---

### **Article 19 – Dérogations au CCAG-FCS**

---

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'application de l'article 4.1 du CCAG-MOE ;

L'article 6.2... du présent CCAP déroge à l'application des articles 14.1, 14.3, 26., 27 du CCAG-MOE ;

L'article 10.1.2 du présent CCAP déroge à l'application de l'article 40 du CCAG- Travaux ;

L'article 13.2 du présent CCAP déroge à l'application de l'article 32 du CCAG-MOE.

**L'opérateur économique :**

**Date :**

**Signature :**